



Bonne année, bonne santé... et bonne mobilité ?

Luynes, le 10 janvier 2020

Le déroulement du Comité Technique Ministériel du 30 décembre puis du 6 janvier a, une nouvelle fois, mis en exergue une parodie de dialogue social et a confirmé l'absence de travail de fond de l'Administration Pénitentiaire et du Secrétariat Général sur le sujet ô combien essentiel de la mobilité dans nos corps de métiers. Preuve en est, un troisième CTM a dû être convoqué le 21 janvier 2020.

Madame la Ministre, si vous ne le savez pas déjà, les personnels des SPIP restent et resteront mobilisés. Leurs représentants vous interpellent depuis des mois sur le sujet. Pour autant, vous faites le choix de la surdité. Le dialogue social que vous prétendez prôner sur le plan gouvernemental n'est définitivement que de façade.

Face à cette destruction programmée de l'équité dans la mobilité, l'équipe du milieu fermé d'Aix en Provence s'est réunie en Assemblée Générale le 7 janvier 2020. À l'unanimité, les personnels présents, syndiqués et non syndiqués, ont décidé de poursuivre le mouvement initié le 2 décembre dernier et ont adopté les modalités d'action suivantes :

- **Interpellation sous diverses formes des décideurs, et notamment du Premier Ministre ;**
- **Poursuite de la communication sur le mouvement en cours** dans nos services auprès des élus, partenaires institutionnels et associatifs...

Dans l'attente de définition de modalités d'actions communes au niveau national, une nouvelle Assemblée Générale se tiendra le 13 janvier 2020.

D'ici là, nous réclamons :

- **le maintien de la mobilité par points pour tous les agents des SPIP ;**
- **l'abandon du projet de durée minimale et maximale en poste ;**
- **le maintien du rôle des élus CAP en matière de mobilité ;**
- **la reprise immédiate des travaux sur les organigrammes ;**
- **la revalorisation indemnitaire des personnels administratifs ;**
- **la mise en œuvre dans son intégralité de la réforme statutaire des CPIP.**

Nous tenons à affirmer, par ces modalités, notre attachement aux valeurs du service public et à notre droit à la mobilité dans des conditions équitables et contrôlées.

La CGT SPIP 13 & le bureau régional du SNEPAP Paca-Corse